

Le 30 Septembre 2011 fut le jour où les États-Unis d'Amérique furent assassinés

par Dr. Paul Craig Roberts

jeudi 6 octobre 2011, par [Comité Valmy](#)

Certains d'entre nous ont vu ce jour arriver et ont averti de sa venue ; ils ont été conspués et insultés par des "patriotes" qui ne voient dans la constitution qu'un outil de protection des criminels et des terroristes et qui est sur le chemin du président qui a besoin d'agir pour notre sécurité.

Dans notre livre "Tyranny of Good Intentions", Lawrence Stratton et moi-même avons montré que longtemps avant le 11 Septembre 2001, la loi des États-Unis avait cessé d'être le bouclier du peuple et avait été transformée en une arme redoutable aux mains du gouvernement. Les événements connus sous le vocable d'attentats du 11 Septembre ont été utilisés pour hisser la branche exécutive du pouvoir au dessus de la loi. Aussi loin que le président endorse un acte illégal, les employés de la branche exécutive ne sont plus redevables devant la loi qui prohibe cet acte illégal. Sur la simple autorité présidentielle, la branche du pouvoir exécutif peut violer les lois des États-Unis contre l'espionnage des citoyens américains sans mandat, ou de la détention infinie et de la torture et n'en souffrir aucune conséquence.

Beaucoup attendaient que le président Obama rétablisse le redevabilité du gouvernement envers la loi. Au lieu de cela, Il est allé bien plus loin que Bush et Cheney et a promu le pouvoir inconstitutionnel non seulement de maintenir des citoyens américains indéfiniment en prison sans inculpation, mais aussi de prendre des vies sans même avoir fait condamner les intéressés devant une cour de justice. Obama présume que la constitution ne faisant pas foi, il a l'autorité d'assassiner des citoyens américains, qu'il pense "être une menace" et ce sans aucune autre forme de procès.

En d'autres termes, tout citoyen américain qui est mis dans la catégorie "menace" n'a aucun droit et peut-être exécuté sans aucune preuve ou procès.

Le 30 Septembre, Obama s'est servi de ce nouveau pouvoir présidentiel assumé et a ordonné l'assassinat de deux citoyens américains : Anouar Awlaki et Samir Khan. Khan était un excentrique associé avec le magazine Inspire et ne vient pas vraiment à l'idée quand on pense à une menace sérieuse.

Awlaki était un membre du clergé musulman américain qui a servi de conseiller au gouvernement américain après les attentats du 11 Septembre sur les méthodes pour contrer les extrémistes islamistes. Awlaki fut graduellement radicalisé par l'utilisation des mensonges de Washington pour justifier d'at-

taques sur les pays musulmans. Il est devenu un critique du gouvernement américain et a dit aux musulmans qu'ils n'avaient pas à accepter passivement l'agression américaine et qu'ils avaient le droit de combattre en retour et de résister. A ce titre, Awlaki fut diabolisé et devint une menace.

Tout ce que nous savons de ce qu'Awlaki a fait est qu'il a donné des sermons très critiques contre les attaques répétées de Washington contre les peuples musulmans. Le point de vue de Washington est que ses sermons ont pu être d'influence sur certains qui sont accusés d'actes terroristes, ainsi rendant Awlaki responsable de ces tentatives d'attentats.

La supposition d'Obama qu'Awlaki était une sorte de dirigeant majeur d'Al Qaïda n'est en fait que cela : une supposition. Jason Ditz a conclu que la raison pour laquelle Awlaki a été assassiné plutôt qu'amené devant la justice est que le gouvernement n'avait aucune preuve tangible qu'Awlaki était en fait un agent d'Al Qaïda.

Ayant tué son critique, le régime Obama travaille d'arrache-pied [pour promouvoir Awlaki à une position de leadership au sein d'Al Qaïda...](#) à titre posthume.

Les prostitués des médias (NdT : Roberts utilise en fait ici un de ses néologismes "presstitutes" qui est la fusion de deux mots : "press" et "prostitutes", traduction pas vraiment nécessaire...) et les adorateurs du premier président noir américain sont dans la ligne et régurgitent les suppositions qu'Awlaki était un haut dignitaire terroriste très dangereux d'Al Qaïda. Si Al Qaïda voit un intérêt à ce que Awlaki soit un martyr, l'organisation devrait donner son aval à tout ceci. Quoi qu'il en soit, rien ni personne n'a donné de preuve jusqu'ici. Rappelez-vous que tout ce que nous savons d'Awlaki est de fait ce que Washington nous dit et que les États-Unis sont en guerre depuis plus de 10 ans sur la base de faux-rapports.

Mais ce qu'a fait Awlaki ou ce qu'il a pu faire n'a en fait pas vraiment de grande importance. La constitution requiert que même le pire des criminels et meurtrier ne peut pas être puni avant que d'avoir été condamné en bonne et due forme par un tribunal de justice. Lorsque le syndicat américain des libertés civiles a contesté devant une cour fédérale le fait qu'Obama suppose qu'il a le pouvoir de faire assassiner des citoyens américains, le ministère de la justice (sic) d'Obama a argumenté que la décision d'Obama d'avoir des citoyens américains assassinés était une décision exécutive et de ce fait était au delà du pouvoir judiciaire.

Dans une décision qui a scellé la destinée de l'Amérique, le juge fédéral de district John Bates a ignoré le

requis de la constitution stipulant qu'aucune personne ne peut être empêchée de vivre sans forme de procès et il ajourna le dossier en disant que cela était du ressort du congrès de décider. Obama a agit avant même qu'un appel de la décision ait pu être entendu, ainsi utilisant l'accord du juge Bates de lui établir ce pouvoir et a avancé de la sorte la transformation du président des États-Unis en un César, processus déjà engagé sous George W. Bush.

Les avocats Glenn Greenwald et [Jonathan Turley](#) montrent que l'assassinat d'Awlaki a de facto mis une fin à la restriction constitutionnelle sur le pouvoir du gouvernement. A partir de maintenant, le gouvernement des États-Unis peut non seulement se saisir d'un citoyen américain et le jeter en prison pour le reste de ses jours sans jamais avoir à présenter de preuves ou une quelconque condamnation, mais il peut également le faire abattre dans la rue ou le faire sauter à l'aide d'un drone.

Avant que des lecteurs n'écrivent pour dire que le meurtre d'Awlaki n'est pas vraiment un problème car le gouvernement américain a toujours fait tuer des gens ; gardez présent à l'esprit que ces assassinats perpétrés par la CIA l'étaient d'opposants étrangers et n'étaient pas le genre d'événements qui étaient proclamés publiquement, encore moins par un président qui clame être au dessus de la loi. En fait, ces assassinats étaient niés, non reconnus comme des actions légitimes du président des États-Unis.

Les membres de la Garde Nationale de l'Ohio qui tuèrent des étudiants de Kent State alors qu'ils protestaient contre l'invasion du Cambodge en 1970 ne se réclamaient pas les dépositaires d'un mandat exécutif du gouvernement. Huit de ces gardes nationaux furent inculpés par un grand jury. Les accusés plaidentèrent la légitime défense. Beaucoup d'Américains étaient en colère contre les manifestants anti-guerre et accusèrent les étudiants. Le judiciaire reçu le message et le dossier criminel obtint un non-lieu. La procédure civile pour coups et blessures ayant entraîné la mort a été négociée à 675 000 US\$ avec une excuse publique des défendants. Le problème n'est pas que le gouvernement tue des gens. Le problème est que jamais avant Obama, un président n'avait endorsé le pouvoir d'assassiner des citoyens.

Ces vingt dernières années, les États-Unis ont connu leur propre transformation du style de "Mein Kampf". Le livre de Terry Eastland : "Energy in the Executive : the Case for a Strong Presidency", a présenté des idées consistantes avec la société fédéraliste, une organisation d'avocats républicains qui travaille pour réduire les freins législatif et judiciaire sur le pouvoir exécutif. Sous le couvert d'urgence en état de guerre (comme la "guerre contre le terrorisme"), le régime

Bush / Cheney a employé ces arguments pour libérer le président de toute recevabilité devant la loi et de libérer les Américains de leurs libertés civiles. La guerre et la sécurité nationale ont fourni l'opportunité pour assumer ces nouveaux pouvoirs et un mélange de peur et de désir de vengeance pour le 11 septembre, mena le congrès, le judiciaire et le peuple à acquiescer à ces précédents dangereux.

Tout comme les chefs militaires et civils nous l'ont dit depuis des années, la guerre contre le terrorisme est un projet de 30 ans. Après ce temps écoulé, la présidence aura opéré sa métamorphose en un césarisme et il n'y aura pas de retour en arrière possible.

De fait, comme le clarifie le "Projet pour un nouveau siècle américain" des néo-conservateurs, la guerre contre le terrorisme n'est qu'une ouverture pour l'ambition impérialiste néo-conservatrice pour établir une hégémonie états-unienne sur le monde.

Comme les guerres d'agression ou l'ambition impérialiste sont des crimes de guerre sous la loi internationale, ce type de guerres demande des doctrines qui vont élever les leaders au dessus de la loi et des conventions de Genève, comme Bush fut élevé par son département de la justice (sic) avec un minimum d'interférence judiciaire et législative.

Des actions illégales et inconstitutionnelles demandent également la mise au silence des critiques et la punition de ceux qui révèlent les crimes du gouvernement. Ainsi Bradley Manning est détenu depuis un an, essentiellement en isolement, sous des conditions de détention abusives et sans qu'aucune charge n'ait été pressée contre lui. Un grand jury fédéral est à l'ouvrage pour concocter des accusations d'espionnage contre le fondateur de Wikileaks Julian Assange. Un autre grand jury fédéral est à l'œuvre pour concocter des accusations de terrorisme contre des activistes anti-guerre.

"Terroriste" et "apporter du soutien aux terroristes" sont des concepts de plus en plus élastiques. La sécurité de la nation (NdT : de l'agence de sécurité Homeland Security ou DHS, la Stasi américaine) a décrété que la vaste bureaucratie policière fédérale a changé son point de focalisation des terroristes aux "extrémistes *intra muros*".

Il est possible qu'Awlaki a été assassiné parce qu'il était un critique très efficace du gouvernement américain. Les états policiers n'arrivent pas ainsi tout érigés. Ils justifient d'abord leurs actes illégaux en diabolisant leurs cibles et créant de la sorte les précédents nécessaires pour un pouvoir accru non redevable devant la loi. Dès que le gouvernement a assimilé les critiques avec "l'aide et le soutien" aux terroristes, comme ils le font avec les activistes anti-

guerre, Assange ou le terrorisme lui-même, tout comme Obama l'a fait avec Alawki, cela sera bientôt très facile de porter des accusations contre Glenn Greenwald et l'ACLU.

Le régime Obama, tout comme le régime Bush / Cheney est un régime qui ne veut pas être restreint par la loi ; ni son successeur du reste. Ceux qui luttent pour maintenir le droit, le plus grand succès de l'humanité, vont se retrouver agglomérés avec les opposants du régime et ainsi être considérés et traités comme tels.

Ce grand danger qui plane au dessus de l'Amérique est ignoré de beaucoup. Quand Obama annonce devant une réunion militaire son succès à avoir assassiné un citoyen américain, des applaudissements se sont faits entendre. Le régime Obama et les médias ont joué le jeu d'un remake du prétendu assassinat de Ben Laden. "Deux ennemis du peuple" ont été écartés de manière triomphante. Que le président des États-Unis ait proclamé fièrement devant une audience enjouée ayant prêté serment de défendre la constitution, qu'il était un meurtrier et qu'il avait assassiné par la même occasion la constitution même, est une preuve extraordinaire que les Américains sont absolument incapables de reconnaître une menace à leur liberté.

Emotionnellement, les gens ont accepté les nouveaux pouvoirs du président. Si le président peut faire assassiner des citoyens américains, il n'y a donc pas de problème à les torturer. Amnesty International a lancé une alerte concernant le fait que le sénat américain prévoit de passer une loi qui garderait Guantanamo ouverte indéfiniment et que le sénateur Kelly Ayotte (républicain, New Hampshire) pourrait introduire une motion qui légaliserait les "techniques d'interrogation additionnelles", un euphémisme pour la torture.

Au lieu de voir le danger, la plupart des Américains vont conclure que le gouvernement devient plus dur pour les terroristes, et ils seront d'accord. Souriant de satisfaction à l'échec de leurs ennemis, les Américains sont amenés sur le chemin du pouvoir non restreint par la loi et muni des armes du donjon médiéval.

Les Américains ont accès à de nombreuses preuves par reportages et vidéos de YouTube sur la brutalité de la police américaine qui abuse physiquement des femmes, des enfants et des vieillards, du traitement brutal des prisonniers, pas seulement dans les centres d'Abu Grahīb, de Guantanamo ou des prisons secrètes de la CIA à l'étranger, mais aussi dans les prisons d'états et fédérales aux États-Unis. Le pouvoir sur les sans-défenses attirent les gens brutaux et enclins à faire le mal.

Une inclinaison à la brutalité infecte maintenant l'armée américaine. La vidéo fuitée de militaires se délectant comme le stipulent leurs mots et leurs actions, de leur meurtre depuis les airs de civils et de journalistes circulant innocemment dans une rue montre des soldats et des officiers totalement dénués d'humanité et de discipline militaire. Excitées par le désir de meurtre, nos troupes ont répété leur crime quand un père et ses deux jeunes enfants se sont arrêtés pour porter secours aux blessés et ont été mitraillés.

Tant d'exemples : le viol d'une jeune fille et le meurtre de toute sa famille, des civils innocents massacrés et des AK47 placées à côté d'eux comme "preuves" de leur appartenance à la résistance ; le plaisir expérimenté non seulement par une clique de personnes n'ayant pas fini le Lycée qui torturaient d'autres gens qui ne savaient rien à Abu Grahīb et Guantanamo, mais aussi par des agents de la CIA et des docteurs en psychologie. Personne ne fut tenu pour responsable de ces crimes si ce n'est deux soldats du rang qui figuraient un peu trop sur les photos des scènes de torture.

Que pensent les Américains de ce que sera leur destin maintenant que la "guerre contre la terreur" a détruit la protection qui leur était accordée par la constitution ? Si Awlaki devait vraiment être assassiné, pourquoi le président Obama n'a-t-il pas protégé les citoyens américains de ce précédent que désormais leur mort peut-être ordonnée sans autre forme de procès, en retirant en première instance sa nationalité américaine à Awlaki ? Si le gouvernement peut ôter la vie à Awlaki, il peut tout aussi bien le priver de sa nationalité. Il est difficile d'éviter l'implication directe de ce état de fait, à savoir que la branche exécutive du pouvoir désire la capacité de pouvoir d'éliminer les citoyens sans recours à la loi.

Les gouvernements échappent à la redevabilité devant la loi par étapes. Washington comprend parfaitement que ses justifications pour les guerres sont fallacieuses et indéfendables. Le président Obama a même poussé le bouchon aussi loin que de déclarer que l'attaque militaire qu'il a autorisé sur la Libye sans consulter le congrès n'est pas une guerre et que donc, il pouvait ignorer la résolution des pouvoirs de guerre de 1973, une loi fédérale faite pour mettre en échec le pouvoir du président d'impliquer les États-Unis dans un conflit armé sans l'accord du congrès.

Les Américains commencent à ne plus se draper dans le drapeau. Certains commencent à comprendre qu'ils ont été entraînés en Afghanistan par vengeance du 11 Septembre. De là ils furent menés à la guerre d'Irak pour des raisons qui se sont toutes avérées fausses. Ils voient de plus en plus d'interventions militaires des

États-Unis : en Libye, Somalie, Yémen, Pakistan et maintenant les appels à l'invasion du Pakistan et la continuation de la danse de guerre pour attaquer la Syrie, le Liban, l'Iran. Le coût financier d'une décennie de "guerre contre la terreur" commence à avoir un effet boomerang. Les déficits du budget fédéral explosent et la dette nationale met en péril la sécurité sociale et les assurances maladie. Les limites du plafond de la dette menacent une cessation de paiement du gouvernement.

Les critiques de la guerre commencent à obtenir une audience. Le gouvernement ne peut pas commencer sa mise au silence des critiques en inculquant les représentants du congrès Ron Paul et Dennis Kucinich. Il commence avec les manifestants anti-guerre, qui viennent d'être élevés au rang "d'activistes anti-guerre", peut-être juste au dessous du rang d' "extrémistes intra muros". Washington commence avec des citoyens qui sont des membres du clergé musulman radicalisés par les guerres de Washington contre les musulmans. Ainsi, Washington établit le précédent que les protestataires anti-guerre encouragent et donc "aident" les terroristes. Cela établit le précédent que les citoyens américains qui sont étiquetés comme une menace ne sont plus protégés par la loi. Ceci est la pente plus que savonneuse sur laquelle nous nous trouvons.

L'an dernier, le régime Obama a essayé sa stratégie quand Dennis Blair, le Directeur du renseignement national, a annoncé que le gouvernement avait une liste de citoyens américains qu'il allait faire assassiner à l'étranger. Cette annonce, si elle avait été faite il y a plusieurs années, disons par Nixon ou Reagan, aurait produit une levée de boucliers et des appels nationaux pour l'empêchement du président. Quoi qu'il en soit, l'annonce de Blair n'a pratiquement pas occasionné de remarques. Tout ce qu'il restait à faire pour le régime était de mettre cette politique en pratique.

Les lecteurs me demandent ce qu'ils peuvent faire. Les Américains paraissent être non seulement sans pouvoirs, mais ils sont sans pouvoir. Ils ne peuvent rien faire. La presse hautement concentrée, à la solde du gros business et totalement soumise au gouvernement est inutile et n'est plus du tout capable de faire son rôle historique de protection de nos droits et de mettre le gouvernement devant ses responsabilités. Beaucoup de sites internet anti-guerre protègent le gouvernement de tout scepticisme concernant le 11 Septembre et la plupart défendent la "bonne intention" du gouvernement dans sa "guerre contre la terreur". Une critique acceptable doit être libellée de la sorte : "cela ne sert pas nos intérêts".

Voter n'a aucun effet. Le "changement" présidentiel est pire que Bush / Cheney. Comme le suggère Jonathan Turley, Obama "est le président le plus désastreux de notre histoire". Ron Paul est le seul candidat présidentiable qui se dresse pour la constitution, mais la vaste majorité des Américains ne se sent pas concernée par la constitution et ne peuvent donc pas l'apprécier (NdT : Ron Paul).

Attendre un quelconque salut d'une élection est complètement aberrant. Tout ce que vous pouvez faire, si vous êtes assez jeunes, est de quitter le pays.

Le seul futur pour les Américains est un cauchemar.

Texte original en anglais : The Day America Died : The only Future for Americans is a Nightmare, The Extrajudicial Killings of American Citizens, publié le 2 octobre 2011.

Traduction : Résistance 71

Ancien éditeur associé du Wall Street Journal et chroniqueur pour BusinessWeek, le Dr. Paul Craig Roberts a servi comme membre de comité au parlement et au sénat américain ; il fut secrétaire d'état aux finances durant l'administration Reagan. Il fut un académique dans six universités. Récipiendaire de la médaille d'argent du trésor américain et officier de la légion d'honneur. Son dernier livre, "How the Economy Was Lost : The War of the Worlds" (Comment l'économie a été perdue : la guerre des mondes), détaille les raisons de la désintégration des États-Unis.

Mondialisation.ca, Le 4 octobre 2011